



LES 20 MESURES QUI ONT STOPPÉ LA CROISSANCE ET DÉTRUIT L'EMPLOI

- 1. La taxation de l'investissement productif des grandes entreprises et des grosses PME** en mettant fin à la déductibilité fiscale totale des intérêts d'emprunt.
- 2. La volonté d'instaurer un taux d'impôt sur le revenu de 75%** qui donne à l'international l'image d'un pays où la réussite n'est pas tolérée et qui provoque la délocalisation des sièges sociaux.
- 3. L'augmentation des prélèvements sur les entreprises françaises** de 10 milliards d'euros alors qu'elles subissent déjà les prélèvements les plus élevés non seulement de l'Europe mais aussi de l'OCDE, qu'elles présentent la rentabilité d'Europe la plus faible, et qu'elles peinent à investir, à innover et à embaucher.
- 4. Le retard dans la réduction de la dépense publique** alors qu'elle est la plus importante de la zone euro (56% du PIB, 10 points de plus que l'Allemagne) et que son financement étouffe l'économie.
- 5. La punition des contribuables les plus importants** en rétablissant dans la loi de finances rectificative de 2012 l'ancien barème ISF sans plafonnement de l'impôt, ce qui fait payer pour un grand nombre d'entre eux un impôt supérieur à leurs revenus et leur donne clairement le signal de l'exil fiscal.
- 6. L'abrogation de la TVA sociale** alors que c'est l'un des moyens les plus efficaces pour diminuer les charges des entreprises et ainsi redonner de la compétitivité au « Produire en France ». A la place, l'instauration d'un crédit impôt compétitivité emploi complexe, tardif, et qui rate son objectif de réindustrialisation.
- 7. La perte de confiance de tous les partenaires de notre économie par le report dans le temps de toute réforme structurelle** visant à améliorer la compétitivité de nos entreprises. **Le refus de toute réforme structurelle de la santé, des collectivités locales et de l'État**, tournant ainsi le dos à toutes les expériences de consolidation budgétaire réussies à l'étranger (Suède, Canada, Danemark).
- 8. L'instauration de taux d'imposition sur le capital** (intérêt, dividende, ou plus-value) **pouvant dépasser 100% des revenus**, même après plafonnement des prélèvements, ce qui poussent à l'exil investisseurs, cadres dirigeants, épargnants les plus fortunés, et incitent les jeunes chefs d'entreprises à créer leur entreprise hors de France.
- 9. L'augmentation des prélèvements des travailleurs indépendants de 1,3 milliards d'euros** (cotisations retraite, réduction de l'abattement fiscal pour les frais professionnels, déplafonnement des cotisations maladies).

10. **Le plafonnement des niches fiscales pour les emplois de service et la suppression de la déclaration au forfait** pourrait développer le travail dissimulé.
11. **Le renchérissement du coût du travail** par l'augmentation des cotisations sociales des entreprises et des ménages pour financer la retraite à 60 ans et par la suppression de l'exonération des charges sociales sur les heures supplémentaires.
12. **La volonté d'instaurer une société ultra égalitaire** tout en militant pour une Europe où les hommes, les entreprises et les capitaux circulent librement.
13. **Le relèvement de 8 à 20% du prélèvement sur l'intéressement et la participation** qui dissuade les salariés de s'impliquer dans la bonne marche de l'entreprise en encourageant les entreprises à réduire cette forme d'épargne longue utile pour la constitution d'une retraite complémentaire ou d'un projet immobilier.
14. **La stigmatisation des chefs d'entreprises** et les attaques ad hominem qui créent un climat de défiance avec les milieux économiques.
15. **La présentation d'un budget 2013 non crédible** avec un objectif de croissance qui ne peut être atteint en conséquence des mesures anti-croissance et anti-investissement adoptées, ce qui prolonge et accroît l'incertitude fiscale et administrative des décideurs économiques.
16. **La taxation de la distribution de dividendes** qui dissuade l'investissement en actions et notamment l'investissement des particuliers dans le financement de l'économie.
17. **L'augmentation de la dépense publique** en subventionnant 150 000 emplois « d'avenir » à destination des collectivités locales et de l'Etat alors qu'elles sont en sureffectif et que ce type d'emploi n'a aucun impact sur l'employabilité future de ses bénéficiaires.
18. **Le relèvement du plafond du livret A** qui prive nos banques de ressources pour prêter aux entreprises et aux particuliers alors que la Caisse des dépôts et consignations ne consomme déjà pas les fonds dont elle dispose pour le financement du logement social.
19. **Le relèvement du coût de l'énergie pour nos entreprises** en réduisant la part du nucléaire dans la production électrique, en fermant de façon anticipée la centrale de Fessenheim et en prohibant l'exploitation des gaz de schiste, ce qui abolit un des rares avantages compétitifs de notre économie.
20. **Le tarissement du financement de la création et du développement des start-up** en surtaxant les investisseurs, en les assimilant à des spéculateurs « qui s'enrichissent en dormant », par l'ignorance de la dimension risque de leur activité (9 start-up sur 10 échouent).